

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/40880]

3 MARS 2021. — Arrêté royal portant approbation du règlement  
d'ordre intérieur de l'Institut des experts en automobiles

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 6 octobre 2011 ;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Institut des experts en automobiles ;

Vu la décision du conseil de l'Institut des experts en automobiles du 12 février 2021 proposant un nouveau règlement d'ordre intérieur ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 février 2021 ;

Considérant la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, les articles 15, alinéa 1<sup>er</sup>, et 33, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil de l'Institut des experts en automobiles et reproduit en annexe a force obligatoire.

**Art. 2.** L'arrêté royal du 10 avril 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Institut des experts en automobiles est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,  
D. CLARINVAL

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de l'Institut des experts en automobiles  
adopté par le Conseil de l'Institut le 12 février 2021

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles ;

2° l'Institut : l'Institut des experts en automobiles, créé par l'article 2 de la loi.

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil de l'Institut tient, en son siège social établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, au moins quatre réunions par an au rythme d'une par trimestre.

§ 2. Il se réunit sur convocation de son président, à son initiative, à la demande d'un tiers des membres ou à la requête du commissaire du gouvernement.

Quand le Conseil de l'Institut se réunit à la demande d'un tiers de ses membres ou à la requête du commissaire du gouvernement, le président convoque dans les trente jours de la demande.

La convocation doit être adressée aux membres du Conseil de l'Institut, huit jours au moins avant la réunion par envoi recommandé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/40880]

3 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het  
huishoudelijk reglement van het Instituut van de auto-experts

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts, artikel 13, eerste lid, vervangen bij de wet van 6 oktober 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de auto-experts;

Gelet op de beslissing van de raad van het Instituut van de auto-experts van 12 februari 2021 tot voorstel van een nieuw huishoudelijk reglement;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 februari 2021;

Overwegende de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts, de artikelen 15, eerste lid, en 33, eerste lid;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het door de raad van het Instituut van de auto-experts opgestelde en als bijlage aan dit besluit gehecht huishoudelijk reglement heeft bindende kracht.

**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de auto-experts wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,  
D. CLARINVAL

Bijlage

Huishoudelijk reglement van het Instituut van de auto-experts  
aangenomen door de raad van het Instituut op 12 februari 2021

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement moet worden verstaan onder:

1° de wet: de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts;

2° het Instituut: het Instituut van de auto-experts, opgericht bij artikel 2 van de wet.

Art. 2. § 1. De raad van het Instituut, met zijn zetel gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, vergadert ten minste viermaal per jaar, met een frequentie van één vergadering per trimester.

§ 2. Hij vergadert na bijeenroeping door de voorzitter, op eigen initiatief, op aanvraag van een derde van de leden of op verzoek van de regeringscommissaris.

Wanneer de raad van het Instituut vergadert op aanvraag van een derde van de leden of op verzoek van de regeringscommissaris, moet de voorzitter de raad samenroepen, uiterlijk binnen de dertig dagen vanaf de aanvraag.

De oproeping moet ten minste acht dagen voor de vergadering worden toegezonden aan de leden van de raad van het Instituut via aangetekende zending.

Le commissaire du gouvernement est convoqué dans le même délai, par lettre recommandée à la poste.

L'envoi recommandé n'est toutefois pas nécessaire pour les membres du Conseil de l'Institut et le commissaire du gouvernement qui auraient donné leur accord écrit pour être convoqué par tout autre moyen de communication

§ 3. Le Conseil de l'Institut délibère à huis clos.

§ 4. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents au sein tant de la chambre néerlandophone que de la chambre francophone selon le quorum visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le Conseil de l'Institut peut également se réunir à distance au moyen d'une technique de télécommunication permettant une délibération collective, telles que les conférences téléphoniques ou vidéo.

Dans ce cas, le Conseil valide lui-même la date de cette réunion.

Dans ce cas, la convocation visée au paragraphe 2, précise que la réunion aura lieu à distance.

Les membres qui participent de cette manière à la réunion du conseil de l'Institut sont réputés présents au siège de l'Institut.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Institut doit être en mesure de contrôler, par le moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité des participants et doit permettre à ces participants de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein du conseil. Ce moyen de communication électronique doit en outre permettre de participer aux délibérations, de poser des questions et de voter sur tous les points sur lesquels le conseil est appelé à se prononcer.

§ 6. Il est dressé, pour chaque réunion du conseil, une feuille de présence qui mentionne au moins le nom des personnes qui y ont participé, les points qui y ont fait l'objet d'une délibération, sa date et ses heures de début et de fin. Cette feuille de présence est signée par tous les participants à la réunion du conseil, à moins que la réunion se soit tenue à distance, auquel cas cette feuille de présence est signée ou signée électroniquement au moins par les membres du Comité exécutif qui y ont participé.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les mandats au sein du Conseil de l'Institut expirent :

1° le jour même de l'Assemblée générale annuelle ordinaire qui a lieu au cours de la troisième année qui suit l'année de l'élection des mandataires ;

2° par le décès du mandataire ;

3° par la radiation du mandataire du tableau ;

4° par la démission du mandataire ;

5° par la révocation décidée par le Conseil de l'Institut lorsque le mandataire est absent de quatre réunions consécutives du Conseil de l'Institut sans motivation et après avoir été sommé de s'expliquer sur les raisons de son absence. Le membre est révoqué à la majorité des deux tiers; le vote est secret.

§ 2. Est déchu de plein droit de son mandat, le membre du Conseil de l'Institut qui est frappé, en dernier ressort, d'une peine disciplinaire.

§ 3. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, 3°, 4°, 5°, et au paragraphe 2, les membres effectifs sont remplacés par les membres suppléants, dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus par ces derniers, qui achèvent le mandat de leur prédécesseur.

En cas d'égalité de suffrages, la priorité va au plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Chaque chambre du Conseil de l'Institut ne délibère valablement que si au moins trois membres du Conseil de l'Institut, dont au moins un membre du Comité exécutif, sont présents.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de parité, la voix du président ou du vice-président est prépondérante. En cas d'absence du président ou du vice-président, il est remplacé par un autre membre du Comité exécutif, dont la voix est prépondérante.

De regeringscommissaris wordt binnen dezelfde termijn uitgenodigd bij een ter post aangetekend schrijven.

De aangetekende zending is echter niet nodig voor de leden van de raad van het Instituut en de regeringscommissaris die hun schriftelijk akkoord zouden gegeven hebben om opgeroepen te worden via elk ander communicatiemiddel.

§ 3. De raad van het Instituut beraadslaagt met gesloten deuren.

§ 4. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, zowel binnen de Nederlandstalige als de Franstalige kamer volgens het in artikel 4, § 1 bedoelde quorum.

§ 5. De raad van het Instituut kan eveneens op afstand vergaderen bij middel van een communicatiemiddel dat een collectieve beraadslaging mogelijk maakt zoals een telefonische conferentie of een videoconferentie.

In dit geval keurt de raad de datum van deze zitting zelf goed.

In dit geval wordt in de oproeping bedoeld in paragraaf 2 gepreciseerd dat de vergadering op afstand zal gebeuren.

De leden die op deze manier deelnemen aan de vergadering van de raad van het Instituut worden geacht aanwezig te zijn op de zetel van het Instituut.

Voor de toepassing van de eerste alinea moet het Instituut in staat zijn om via het gebruikte communicatiemiddel de hoedanigheid en de identiteit van de deelnemers te controleren en die deelnemers toe te laten rechtstreeks, gelijktijdig en zonder onderbreking kennis te nemen van de besprekingen binnen de raad. Dit elektronisch communicatiemiddel moet het bovendien mogelijk maken deel te nemen aan de beraadslagingen, vragen te stellen en te stemmen over alle punten waarover de raad zich moet uitspreken.

§ 6. Voor elke vergadering van de raad wordt een aanwezigheidslijst opgesteld die minstens de namen van de deelnemers, de punten waarover beraadslaagd werd, de datum evenals het begin- en einduur vermeldt. Deze aanwezigheidslijst wordt ondertekend door alle deelnemers aan de vergadering van de raad tenzij de vergadering op afstand plaats vond. In dat geval wordt deze aanwezigheidslijst ten minste door de leden van het Uitvoerend Comité die er aan deelnamen ondertekend of elektronisch ondertekend.

Art. 3. § 1. De mandaten in de raad van het Instituut eindigen:

1° de dag zelf van de jaarlijkse gewone algemene vergadering gehouden tijdens het derde jaar dat volgt op het jaar van de verkiezing van de gemandateerden.

2° door het overlijden van de gemandateerde;

3° door schrapping van de gemandateerde van het tableau;

4° door ontslag van de gemandateerde;

5° door afzetting door de raad van het Instituut wanneer het lid op vier achtereenvolgende vergaderingen van de raad van het Instituut zonder opgave van reden afwezig is en na tot een verklaring voor zijn afwezigheid te zijn aangemaand. Het lid wordt met tweederde meerderheid van de stemmen afgezet; de stemming is geheim.

§ 2. Wordt van rechtswege vervallen verklaard, het mandaat van het lid van de raad van het Instituut dat in laatste aanleg een tuchtstraf oploopt.

§ 3. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1, 2°, 3°, 4°, 5° en paragraaf 2, worden de werkende leden opgevolgd door de plaatsvervangende leden, in dalende volgorde van de door deze laatsten verkregen stemmen. Zij beëindigen het mandaat van hun voorganger.

In geval van gelijkheid van stemmen wordt voorrang gegeven aan diegene die volgens de orde van inschrijving op het tableau de grootste anciënniteit heeft, en bij gelijke anciënniteit aan de oudste.

Art. 4. § 1. Elke kamer van de raad van het Instituut beraadslaagt slechts op geldige wijze indien ten minste drie leden van de raad van het Instituut, waaronder ten minste één lid van het Uitvoerend Comité, aanwezig zijn.

§ 2. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of de ondervoorzitter doorslaggevend. Bij afwezigheid van de voorzitter of de ondervoorzitter, wordt deze vervangen door een ander lid van het Uitvoerend Comité, wiens stem doorslaggevend is.

Art. 5. Les chambres du Conseil de l'Institut tiennent et mettent à jour la liste des membres et des stagiaires.

La liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient le tableau des titulaires de la profession et la liste des stagiaires.

Art. 6. Les conditions et la procédure d'inscription au tableau des titulaires et à la liste des stagiaires sont déterminées dans le règlement de stage.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Les décisions du Comité exécutif sont prises à l'unanimité des membres présents et pour autant qu'au moins un membre de la chambre francophone et un membre de la chambre néerlandophone soient présents.

§ 2. Le Comité exécutif est chargé de l'engagement et de la direction du personnel.

§ 3. Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes sommes dues à l'Institut et il en délivre quittance. Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget. A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil de l'Institut un aperçu de la situation financière, accompagné d'un état de l'exécution du budget. Le vice-président remplace le trésorier lorsque celui-ci est absent; il assume dans ce cas, toutes les tâches qui incombent au trésorier.

Les paiements sont signés par le trésorier et le président. En cas d'absence du trésorier ou du président, ils sont en tout état de cause signés par au moins deux membres du Comité exécutif, qui n'appartiennent pas à la même chambre de l'Institut.

Le trésorier exécute les missions visées au présent paragraphe sous la responsabilité du Comité exécutif.

§ 4. Le Comité exécutif peut également se réunir à distance au moyen d'une technique de télécommunication permettant une délibération collective, telles que les conférences téléphoniques ou vidéo.

Les membres qui participent de cette manière au Comité exécutif sont réputés présents au siège de l'Institut.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Institut doit être en mesure de contrôler, par le moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité des participants et doit permettre à ces participants de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein du Comité. Ce moyen de communication électronique doit en outre permettre de participer aux délibérations, de poser des questions et de voter sur tous les points sur lesquels le Comité est appelé à se prononcer.

§ 5. Il est dressé, pour chaque réunion du Comité exécutif, une feuille de présence qui mentionne au moins le nom des personnes qui y ont participé, les points qui y ont fait l'objet d'une délibération, sa date et ses heures de début et de fin. Cette feuille de présence est signée ou signée électroniquement par les membres du Comité exécutif qui y ont participé.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Les membres de l'Institut paient chaque année une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'Assemblée générale. Cette cotisation ne peut être inférieure à 250 euros et supérieure à 2.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa précédent sont indexés chaque année au 1<sup>er</sup> janvier conformément à la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ils correspondent à l'indice pivot 110,51 (base 2004 = 100)

§ 2. La cotisation doit être payée dans les trente jours de l'invitation à payer. A défaut de paiement dans ce délai, une mise en demeure est adressée au membre concerné par lettre recommandée et la cotisation est majorée de 10 %.

Si, dans les trente jours suivant cette mise en demeure, envoyée à la dernière adresse fournie par le membre concerné, la cotisation majorée reste impayée, le Conseil de l'Institut saisit la chambre compétente de la commission de discipline.

Art. 5. De kamers van de raad van het Instituut houden en werken de lijst van de leden en de stagiairs bij.

De lijst bedoeld in het eerste lid bevat de lijst van de houders van het beroep en de lijst van de stagiairs.

Art. 6. De voorwaarden en de inschrijvingsprocedure op de lijst van beroepsbeoefenaars en op de lijst van stagiairs worden vastgelegd in het stagereglement.

Art. 7. § 1. De beslissingen van het Uitvoerend Comité worden genomen bij unanimité van de aanwezige leden en voor zover minstens een lid van zowel de Nederlandstalige als de Franstalige kamer aanwezig is.

§ 2. Het Uitvoerend Comité staat in voor de aanwerving en leiding van het personeel.

§ 3. De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft er kwijting van. Hij stelt de ontwerpen van jaarrekeningen op alsook het ontwerp van begroting. Op het einde van elk trimester legt hij aan de Raad van het Instituut een overzicht voor van de financiële toestand, samen met een staat van de uitvoering van de begroting. De ondervoorzitter vervangt de penningmeester indien deze afwezig is. In dat geval neemt hij alle taken op zich waarmee de penningmeester belast is.

De betalingen worden ondertekend door de penningmeester en de voorzitter. In geval van afwezigheid van de penningmeester of de voorzitter worden zij in ieder geval ondertekend door minstens twee leden van het Uitvoerend Comité, die tot een verschillende kamer van het Instituut behoren.

De penningmeester oefent de in deze paragraaf bedoelde taken uit onder de verantwoordelijkheid van het Uitvoerend Comité.

§ 4. Het Uitvoerend Comité kan eveneens op afstand vergaderen bij middel van een communicatiemiddel dat een collectieve beraadslaging mogelijk maakt zoals een telefonische conferentie of een videoconferentie.

De leden die op deze manier deelnemen aan de vergadering van het Uitvoerend Comité worden geacht aanwezig te zijn op de zetel van het Instituut.

Voor de toepassing van de eerste alinea moet het Instituut in staat zijn om via het gebruikte communicatiemiddel de hoedanigheid en de identiteit van de deelnemers te controleren en die deelnemers toe te laten rechtstreeks, gelijktijdig en zonder onderbreking kennis te nemen van de besprekingen binnen het Uitvoerend Comité. Dit elektronisch communicatiemiddel moet het bovendien mogelijk maken deel te nemen aan de beraadslagingen, vragen te stellen en te stemmen over alle punten waarover het Uitvoerend Comité zich moet uitspreken.

§ 5. Voor elke vergadering van het Uitvoerend Comité wordt een aanwezigheidslijst opgesteld die minstens de namen van de deelnemers, de punten waarover beraadslaagd werd, de datum evenals het begin- en einduur vermeldt. Deze aanwezigheidslijst wordt door de leden van het Uitvoerend Comité die aan de vergadering deelnemen, ondertekend of elektronisch ondertekend.

Art. 8. § 1. De leden van het Instituut betalen elk jaar een bijdrage waarvan het bedrag jaarlijks wordt vastgesteld door de algemene vergadering. Deze bijdrage mag niet lager zijn dan 250 euro en niet hoger zijn dan 2.000 euro.

De bedragen bedoeld in het vorige lid worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk wordt gekoppeld. Ze stemmen overeen met de spilindex 110,51 (basis 2004 = 100).

§ 2. De bijdrage dient betaald te worden binnen de dertig dagen na het betalingsverzoek. Bij het uitblijven van betaling binnen deze termijn wordt per aangetekende zending een aanmaning tot betaling gericht aan het betrokken lid en wordt de bijdrage met 10 % verhoogd.

Wanneer, binnen de dertig dagen volgend op deze aanmaning tot betaling, verstuurd naar het laatst door het betrokken lid opgegeven adres, de verhoogde bijdrage onbetaald blijft, wendt de raad van het Instituut zich tot de bevoegde kamer van de tuchtcommissie.

§ 3. Pour le calcul de la cotisation due par les nouveaux stagiaires, l'année calendrier de l'inscription est divisée en trimestres. Tout nouveau stagiaire est redevable de la cotisation du trimestre en cours et de ceux qui resteraient encore à échoir.

Les règles énoncées à l'alinéa précédent ne sont toutefois pas applicables aux nouveaux stagiaires qui ont régularisé leur situation à la suite d'une intervention de l'Institut pour exercice illégal de la profession. Ces stagiaires sont tenus de payer une cotisation pleine.

§ 4. Le membre qui obtient son omission, de même que celui qui est suspendu ou radié, reste redevable des cotisations impayées et de la cotisation de l'année en cours.

Le membre qui se réinscrit est redevable de la totalité de la cotisation afférente à l'année en cours, et ce, quelle que soit la date de sa réinscription.

La cotisation doit être versée sur un des comptes bancaires ouverts au nom de l'Institut.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. L'Assemblée générale est composée de tous les membres titulaires inscrits au tableau.

Les membres stagiaires ont le droit d'y assister, mais ils y n'ont pas voix délibérative en tant que tels.

L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil de l'Institut ou, en cas d'empêchement, par le vice-président ou, à défaut de président ou du vice-président, par un membre du Comité exécutif.

§ 2. L'Assemblée générale n'a d'autres pouvoirs que ceux que la loi lui confie.

§ 3. L'Assemblée générale ordinaire se tient entre le 15 janvier et le 1<sup>er</sup> mars de chaque année.

Une Assemblée générale extraordinaire peut être organisée chaque fois que le Conseil de l'Institut le juge utile et doit l'être lorsque le cinquième des membres le demandent par écrit conformément à l'article 15 de la loi.

§ 4. Les membres titulaires sont convoqués aux assemblées générales par le Conseil de l'Institut.

Les membres empêchés d'assister à une assemblée générale peuvent s'y faire représenter par un autre membre porteur d'une procuration écrite.

Nul membre ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les convocations signées, au nom du Conseil de l'Institut, par les membres du Comité exécutif seront adressées par courrier ou, pour les membres qui en font la demande par écrit, par courriel au moins quinze jours avant la date fixée pour l'Assemblée générale ordinaire et au moins huit jours avant la date fixée pour une assemblée générale extraordinaire. Elles comportent l'ordre du jour.

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

§ 5. Seuls peuvent prendre part au vote, les membres titulaires de l'Institut.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des membres titulaires présents ou représentés.

§ 6. Le conseil de l'Institut peut prévoir la possibilité pour les membres titulaires et stagiaires de l'Institut de participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par l'Institut. Les membres titulaires qui participent de cette manière à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Institut doit être en mesure de contrôler, par le moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le moyen de communication électronique doit au moins permettre aux membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein de l'assemblée générale et aux membres titulaires d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels l'assemblée générale est appelée à se prononcer. Le moyen de communication électronique doit en outre permettre aux membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de participer aux délibérations et de poser des questions.

§ 3. Voor de berekening van de door de nieuwe stagiairs verschuldigde bijdrage wordt het kalenderjaar van de inschrijving in trimesters verdeeld. Elke nieuwe stagiair is de bijdrage van het lopende trimester en de nog niet vervallen trimesters verschuldigd.

De in het voorgaande lid verkondigde regels zijn echter niet van toepassing op de nieuwe stagiairs die hun situatie geregulariseerd hebben ten gevolge van een tussenkomst van het Instituut wegens de onwettige uitoefening van het beroep. Deze stagiairs zijn gehouden een volledige bijdrage te betalen.

§ 4. Het lid dat zijn weglating verkrijgt, zelfs diegene die geschorst of geschrapt is, blijft de onbetaalde bijdragen en de bijdrage van het lopende jaar verschuldigd.

Het lid dat zich opnieuw inschrijft is de volledige bijdrage van het lopende jaar verschuldigd, ongeacht de datum van inschrijving.

De bijdrage moet overgeschreven worden op één van de bankrekeningen geopend in naam van het Instituut.

Art. 9. § 1. De algemene vergadering is samengesteld uit alle leden beroepsbeoefenaars ingeschreven op het tableau.

De leden stagiairs hebben het recht om er aan deel te nemen maar beschikken niet over een beraadslagende stem als zodanig.

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van het Instituut of, in geval deze verhinderd is, door de ondervoorzitter of, bij afwezigheid van voorzitter of ondervoorzitter, een lid van het Uitvoerend Comité.

§ 2. De algemene vergadering heeft geen andere machten dan diegene die haar door de wet zijn toebedeeld.

§ 3. De gewone algemene vergadering vindt jaarlijks plaats tussen 15 januari en 1 maart.

Een buitengewone algemene vergadering kan georganiseerd worden iedere keer wanneer de raad van het Instituut dit nodig acht en moet georganiseerd worden indien een vijfde van de leden het schriftelijk vragen overeenkomstig artikel 15 van de wet.

§ 4. De leden beroepsbeoefenaars worden opgeroepen voor de algemene vergaderingen door de raad van het Instituut.

De leden die verhinderd zijn een algemene vergadering bij te wonen kunnen zich laten vertegenwoordigen door een ander lid dat over een schriftelijke volmacht beschikt.

Een lid kan houder zijn van ten hoogste twee volmachten.

De door de leden van het Uitvoerend Comité, in naam van de raad van het Instituut, ondertekende volmachten worden toegezonden per brief voor de leden die de aanvraag schriftelijk doen, of per e-mail, ten minste vijftien dagen voor de datum vastgelegd voor de algemene vergadering en ten minste acht dagen voor de datum vastgelegd voor een buitengewone algemene vergadering. Zij bevatten de dagorde.

De algemene vergadering kan niet geldig beraadslagen over de punten die niet vermeld zijn op de dagorde.

§ 5. Enkel de leden beroepsbeoefenaars van het Instituut kunnen deelnemen aan de stemming.

De resoluties worden genomen met gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden beroepsbeoefenaars.

§ 6. De raad van het Instituut kan de mogelijkheid voorzien dat de leden en de stagiairs van het Instituut op afstand deelnemen aan de algemene vergadering bij middel van een elektronisch communicatiemiddel dat ter beschikking gesteld wordt door het Instituut. De leden die op deze manier deelnemen aan de algemene vergadering worden geacht aanwezig te zijn op de plaats waar de algemene vergadering plaatsvindt.

Voor de toepassing van de eerste alinea moet het Instituut in staat zijn om via het gebruikte elektronisch communicatiemiddel de hoedanigheid en de identiteit van de leden bedoeld in de eerste alinea te controleren.

Voor de toepassing van de eerste alinea moet het elektronisch communicatiemiddel de in de eerste alinea bedoelde leden minstens in staat stellen rechtstreeks, gelijktijdig en zonder onderbreking kennis te nemen van de besprekingen in de algemene vergadering en moet het de leden in staat stellen hun stemrecht uit te oefenen over alle punten waarover de algemene vergadering zich moet uitspreken. Het elektronisch communicatiemiddel moet de in de eerste alinea bedoelde leden bovendien in staat stellen deel te nemen aan de beraadslagingen en vragen te stellen.

La convocation à l'assemblée générale contient une description claire et précise des procédures relatives à la participation à distance. Ces procédures sont rendues accessibles via le site internet de l'Institut à ceux qui ont le droit de participer à l'assemblée générale.

Le procès-verbal de l'assemblée générale mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à l'assemblée générale ou au vote.

Les membres du Comité exécutif qui participent à l'assemblée générale doivent se trouver physiquement à l'endroit où se tient l'assemblée générale.

§ 7. Le conseil de l'Institut peut autoriser l'ensemble des membres à voter à distance avant l'assemblée générale sous forme électronique, selon les modalités qu'il détermine.

Lorsque le Conseil de l'Institut autorise le vote à distance avant l'assemblée générale sous forme électronique, l'Institut doit être en mesure de contrôler la qualité et l'identité du membre.

Art. 10. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal signé ou signé électroniquement par les membres du Comité exécutif.

Ces procès-verbaux sont conservés au siège social de l'Institut dans un registre et adressés par voie électronique aux membres titulaires et stagiaires qui en ont fait la demande.

Le registre est accessible au public pour prise de connaissance.

Art. 11. En raison de la crise sanitaire et par dérogation temporaire à l'article 9, §§ 3 et 6, l'assemblée générale ordinaire de l'année 2021 peut se tenir jusqu'au 30 juin 2021 et, jusqu'à cette même date, les assemblées générales à distance peuvent être organisées via un moyen de communication électronique qui ne doit pas nécessairement permettre aux membres de participer aux délibérations et de poser des questions. Ceci pour autant que le Conseil de l'Institut motive dans la convocation à l'assemblée générale la raison pour laquelle l'Institut ne dispose pas d'un tel moyen de communication électronique.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 3 mars 2021 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Institut des experts en automobiles.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,  
D. CLARINVAL

De oproeping voor de algemene vergadering bevat een duidelijke en nauwkeurige beschrijving van de procedures met betrekking tot het deelnemen aan de vergadering op afstand. Deze procedures worden beschikbaar gesteld via de website van het Instituut aan degenen die het recht hebben deel te nemen aan de algemene vergadering.

Het verslag van de algemene vergadering vermeldt de eventuele problemen en technische incidenten die de deelname via elektronische weg aan de algemene vergadering of aan de stemming verhinderd of verstoord hebben.

De leden van het Uitvoerend Comité die deelnemen aan de algemene vergadering moeten fysiek aanwezig zijn op de plaats waar de algemene vergadering plaatsvindt.

§ 7. De raad van het Instituut kan de leden toelaten om vóór de algemene vergadering op afstand te stemmen op elektronische wijze en dit volgens de nadere regels die hij bepaalt.

Indien de raad van het Instituut de stemming op elektronische wijze vóór de algemene vergadering toelaat, moet het Instituut in staat zijn de hoedanigheid en de identiteit van het lid te controleren.

Art. 10. De beslissingen van de algemene vergadering worden opgenomen in een proces-verbaal ondertekend door de leden van het Uitvoerend Comité.

Deze processen-verbaal worden bijgehouden op de sociale zetel van het Instituut en toegezonden via elektronische weg aan de leden beroepsbeoefenaars en stagiairs die hierom vragen.

Het register is toegankelijk voor het publiek ter kennisneming.

Art. 11. Omwille van de gezondheids crisis en bij wijze van tijdelijke afwijking van artikel 9, §§ 3 en 6, kan de gewone algemene vergadering van het jaar 2021 gehouden worden tot 30 juni 2021 en tot deze datum kunnen de algemene vergaderingen op afstand georganiseerd worden via een elektronisch communicatiemiddel dat de leden niet noodzakelijkerwijze moet toelaten deel te nemen aan de beraadslagingen en vragen te stellen. Dit geldt voor zover de raad van het Instituut in de oproeping voor de algemene vergadering de reden aangeeft waarom het Instituut niet over een dergelijk elektronisch communicatiemiddel beschikt.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 3 maart 2021 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de auto-experts.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,  
D. CLARINVAL

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2021/20440]

22 JANUARI 2021. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van de rechtsgrond en de subsidievoorwaarden van het besluit van de Vlaamse Regering van 20 juni 2014 betreffende de nadere voorwaarden en procedure om subsidies toe te kennen voor projecten die cultuureducatie van onderwijsinstellingen stimuleren

### Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, bekrachtigd bij het decreet van 23 december 2016, artikel IV.33.

### Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 20 november 2020.  
- De Raad van State heeft advies 68.590/1 gegeven op 13 januari 2021, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.